

Discours du secrétaire général du Parti Communiste Libanais devant le Parlement européen

« Ce n'est pas le Hezbollah qui empêche l'établissement d'un Etat démocratique au Liban »

samedi 14 octobre 2006, par [HADADEH Khaled](#) (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2006).

Sommaire

- [L'agression](#)
- [La resolution 1701](#)
- [Le système confessionnel \(...\)](#)
- [Qui veut l'état au Liban \(...\)](#)
- [Le besoin d'une alternative](#)
- [La situation au Liban donne un](#)

Mesdames et Messieurs les députés des peuples européens,

Je vous remercie au nom de notre parti ainsi qu'en mon nom personnel pour votre invitation généreuse émanant de votre bonne volonté de mieux savoir et comprendre la situation au Liban et d'entendre ainsi des points de vue différents.

L'invitation du parti communiste revêt une importance significative du fait que le parti qui n'est pas un parti parlementaire malgré son poids politique et populaire, porte les valeurs de la laïcité et de l'état civil d'une part et maintient la position nationale opposée à l'agression et l'occupation d'autre part. Ces deux thèmes comme vous le savez très bien étaient et sont toujours les pôles qui divisent le pays entre deux camps politiques majeurs. Nous sommes vraiment convaincus qu'en partageant avec vous nos soucis et nos espoirs, notre analyse sur la situation au Liban ainsi que nos idées sur les solutions possibles, nous contribuons à l'élaboration d'une nouvelle compréhension de la situation dans notre pays. Seule une nouvelle compréhension peut induire un changement de la politique déjà appliquée pendant de longues années qui n'a pas abouti à une solution permanente.

Chers dames et messieurs,

Depuis que la dite communauté internationale a pu imposer sur l'ordre du jour libanais le désarmement du Hizbollah comme priorité, les développements au Liban ont pris une nouvelle dimension et le danger d'un conflit militaire articulé sur une tension régionale prévue a augmenté. Cette priorité qui sert l'intérêt israélien et américain était sans doute contre l'intérêt du peuple libanais qui venait de tourner une longue page de son histoire contemporaine.

Au lieu de profiter du retrait syrien devenu possible après l'assassinat du premier ministre Rafik Hariri et de jeter des bases plus solides pour renforcer l'unité nationale et évoluer vers l'établissement d'un état plus moderne selon les réformes constitutionnelles stipulées dans l'accord de Taef ; la classe politique libanaise, en sa majorité, a évité toute forme de réforme et a préféré concentrer ses efforts sur son repositionnement dans l'espace confessionnel profitant de

l'atmosphère de tension nécessaire pour assurer son pouvoir sur leurs masses. Les émirs des sectes ont mis au second plan leurs différences politiques et se sont alliés pour préserver le système confessionnel, seul capable d'assurer leur domination sur la vie politique constitutionnelle. Ceci explique pourquoi et comment les amis et les adversaires de la Syrie ont composé ensemble, comme alliés, les listes communes de leurs candidats aux élections législatives de mai 2005. Cette alliance monopolisant le gouvernement n'a pas tardé à se diviser en deux groupes politiques bien connus sous le nom de 8 et 14 mars indiquant la division qui existait déjà au moment du retrait syrien. Au fond ces deux groupes, après le retrait du Général Michel Aoun du mouvement de 14 mars, reflétaient la réalité du conflit entre la politique américaine envers le Moyen Orient et la politique opposante dirigée par L'Iran et la Syrie. selon notre analyse, le groupe du 14 mars dirigé par l'alliance entre Mr Saad Hariri, Mr Walid Joumblatt et Mr Samir Geagea était à l'offensive. Il voulait renverser le rôle régional du Liban selon les intérêts américains en désarmant le Hizbollah et en imposant une politique de non-alignement régional alors que les hameaux de Chebaa étaient toujours occupés et que des Libanais étaient encore en captivité, et alors qu'Israël continuait sa guerre de terrorisme contre le peuple palestinien. Le prétexte qu'ils avaient avancé était la nécessité d'appliquer la résolution 1559 du conseil de sécurité pour avoir le soutien de la communauté internationale aux efforts de l'établissement d'une démocratie au Liban opposante aux régimes arabes d'oppression et de réalisation du projet économique ultra libéral du courant Hariri au Liban.

Par contre, le groupe du 8 mars, à la défensive après le retrait syrien et la mobilisation internationale contre la Syrie et la pression américaine pour un changement rapide du profil politique du Liban, voulait défendre la résistance du Hizbollah, protéger les relations libano-syriennes et bien entendu empêcher les américains et leurs amis au Liban d'effectuer comme on dit un coup d'état politique.

Avec l'augmentation rapide de la tension, une table ronde pour un dialogue national fut indispensable. Nous avons soutenu le principe de dialogue malgré notre absence, afin d'éviter une violence qui semblait inévitable si le niveau de la mobilisation politique et confessionnelle continuait à être irresponsable. Nous avons annoncé d'ailleurs qu'un tel dialogue entre groupes parlementaire devait avoir lieu sous l'égide du parlement élu par le peuple tant que les forces politiques non parlementaires n'y assistent pas. La question des armes de Hizbollah fut mise à table et ce parti annonça qu'il ne refusait pas d'en parler suggérant la discussion d'une stratégie défensive pour le Liban, spécialement comme les forces politiques considèrent Israël comme l'ennemi qui a des objectifs expansionnistes, occupe toujours des territoires libanaises et détient prisonniers des citoyens libanais.

L'agression

L'agression israélienne contre le Liban a eu lieu justement lorsque le groupe de 14 mars n'avait pas pu réaliser ses plans de désarmement du Hizbollah, alors que le projet américain du grand Moyen Orient confrontait de grandes difficultés en Irak et en Afghanistan et avait besoin de réaliser quelque chose de concret, une victoire qu'on peut vendre aux Etats-Unis pour montrer que la guerre contre le terrorisme et pour la démocratie dans la région a beaucoup avancé. Seule cette lecture peut expliquer le niveau d'engagement américain dans cette agression, manifeste par l'opposition à Rome au cessez le feu et l'envoi aux israéliens de missiles dites intelligentes et qui ont servi à tuer des centaines d'habitants dont la majorité étaient des enfants et des vieux...

C'était sans doute une agression encouragée par les américains, avec des objectifs américains, soutenue et couverte par eux. Tout le monde a pu comprendre que c'était l'administration américaine qui avait prolongé la guerre en poussant le gouvernement israélien pour réaliser un des

buts de l'agression : si ce n'est pas la destruction de Hizbollah, l'élimination de ses leaders..Ou alors l'obliger à reculer derrière la rivière Litani, et si ceci n'est encore pas possible, qu'on détruise le Liban et qu'on tue les enfants en espérant que ça pourrait mobiliser les libanais contre la résistance. Il est évident que ce qu'on appelle réponse israélienne à ce qu'on appelle attaque du Hizbollah a dépassé cette attaque même ; ils pouvaient tout simplement attaquer en revanche des sièges du Hizbollah, essayer de kidnapper quelques membres du parti..Ils pouvaient même bombarder des infrastructures...n'importe quelle opération militaire limitée aurait été comprise, spécialement que ce n'était pas la première fois que Hizbollah kidnappe des soldats israéliens....mais une large aggression avec toute cette haine et ce barbarisme était nécessaire pour exécuter les objectifs américains.

Nous croyons que cette aggression était inévitable pour des raisons libanaises, régionales et américaines. L'opération légitime de la résistance n'était que l'excuse qui a affaibli la position du Liban au niveau international. C'était inévitable parce que la faillite de la politique franco-américaine au Liban avait besoin d'un développement de grande ampleur capable de bouleverser la situation..et parce que la faillite américaine en Irak et Afghanistan devait être couverte par une victoire ailleurs alors que la situation libanaise a été considérée comme facile ; bien entendu, Israël ne tolérerait pas l'existence à ses côtés d'une résistance victorieuse qui a humilié son armée de réputation en l'an 2000, et en plus une force irrégulière possédant des missiles que les israéliens considèrent au service de l'Iran. Le projet du grand Moyen Orient devait passer par la fenêtre libanaise pour pouvoir continuer contre la Syrie et l'Iran, son succès au Liban serait aussi en soi même une victoire pour les forces des dites indépendance et liberté.

La résistance impressionnante des libanais, dont notre parti a fait partie selon ses moyens, a sûrement empêché l'agression d'achever ses objectifs :

- 1- Israël n'a pas insisté pendant les négociations sur la question des 2 soldats pris par Hizbollah.
- 2- le Hizbollah est toujours au sud Liban et au sud de la rivière Litani
- 3- le Hizbollah a toujours ses armes et sa structure militaire est apparemment intacte.
- 4- le groupe de 14 mars n'a pas pu jusqu'à maintenant, profiter des résultats destructifs de l'agression
- 5- en Israël on discute des raisons de la faillite et le premier ministre Olmert vient de perdre de sa popularité.

Par contre, au cours de l'agression, quelques positions libanaises, arabes ,européenne, américaines et internationales ont révélé une réalité terrible :les allies du projet du grand moyen orient avaient vraiment facilité ou mandaté l'agression israélienne ; pour eux peut être il s'agit d'affaiblir l'axe syro-iranien, liquider une organisation dite « terroriste »ou assurer la protection des frontières israéliennes vers le nord etc...mais pour le Liban,et je me concentre ici sur l'aspect politique, il s'agit d'effectuer un coup d'état sur le cadavre du Hizbollah. cela aurait pu déclencher une guerre civile qui ne se limiterait pas cette fois au Liban.

A cette lumière venant de l'intérieur et de l'extérieur, nous pouvons mieux voir que le Liban était pris comme champ d'expérience dans le but de lancer la deuxième phase du projet du « Grand Moyen Orient » afin de faire le pendant à la poursuite de la première qui doit se répandre hors de l'Irak vers l'Arabie Saoudite et l'Iran. Ainsi s'expliquent les paroles de la ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, Condoleeza Rice, qui a dit, répondant à ceux qui lui parlaient des souffrances du peuple libanais et des massacres perpétrés contre les civils, les enfants surtout : Ce

sont les douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen Orient... Une telle position n'a pas besoin d'une longue explication pour en saisir le contenu criminel

Pour plusieurs, la situation au Liban n'est pas suffisamment claire ce qui aboutit à des positions prises par des états et partis étranges, ne correspondant pas aux valeurs portées par ces états et partis ni aux objectifs souhaités.

Je vais brièvement partager avec vous notre vision sur la complexité de la situation interne au Liban et notre vision sur la solution à adopter.

La résolution 1701

Suite à une attente condamnée, le conseil de sécurité a passé la résolution 1701 sur le Liban après des longues négociations sanglantes. C'était une modification d'un avant projet franco-américain qui ne manquait pas de haine. En l'appliquant maintenant, on remarque beaucoup de tentatives pour appliquer le premier projet de résolution au lieu de la 1701. Après qu'on a refusé le contrôle sur l'aéroport et les ports maritimes dans la 1701, le gouvernement invite au titre bilatéral des états européens à accomplir cette tâche. La demande du gouvernement et l'acceptance des pays concernés sont clairement une attaque contre la 1701 et la souveraineté du pays. Sinon pourquoi le gouvernement a-t-il refusé de donner ce mandat à la FINUL lors des négociations ? C'est une politique légère qui augmente la tension interne.

Cette résolution présente Israël comme victime, faible et sans espoir alors que le Liban est la grande puissance qui menace le peuple israélien. Rappelez-vous cette injustice qui nourrit la colère contre la communauté internationale.

La tâche accordée à la FINUL selon la résolution est d'assister l'armée libanaise à se déployer dans le sud et assurer l'autorité du pouvoir politique dans la région. D'ailleurs la tâche de l'armée libanaise selon la décision du gouvernement libanais est de défendre le pays et protéger la sécurité des libanais. Les armées de l'OTAN qui composent la plupart de la FINUL doivent adhérer à leur tâche pour demeurer acceptable par les citoyens. N'importe quelle modification de leur mandat afin d'exécuter des tâches non stipulées dans la résolution 1701 qui pourrait être amendée, ou même, changée, dans le sens des intérêts israéliens, va déclencher une violence inévitable. Le rôle du peuple européen est primordial pour empêcher les gouvernements de tomber dans le piège américano-israélien afin de tirer de l'Europe la seule occasion sérieuse pour développer une politique différente.

Désarmer Hizbollah ne doit pas être une tâche européenne. Que les américains essaient de le faire s'ils ne respectent pas la volonté des libanais d'en parler pacifiquement et selon notre ordre du jour et priorités.

La situation sous la résolution 1701 est instable... notre parti considère cette résolution comme faillite politique. Elle ne reflète pas le héroïsme montré par la résistance ni la faillite de l'armée israélienne qui a été obligée à demander un cessez-le-feu. Il sera irresponsable et sans espoir d'essayer de gagner par les politiques légères, même celles que propose la 1701, ce que les israéliens et américains n'ont pas pu prendre par guerre. Notre conseil c'est la prudence et la responsabilité... Sinon une deuxième guerre sera inévitable.

Nous disons, donc, que la guerre américano-israélienne contre le Liban n'a pas pu réaliser ses objectifs. Cependant, cet échec ne constitue pas un obstacle devant les visées des États-Unis et d'Israël qui vont chercher par tous les moyens à exécuter leur projet qui date depuis plus de trente ans déjà. Surtout qu'ils profitent d'un appui total et inconditionnel de la part de toutes les grandes

puissances occidentales qui sont unanimes quant à l'aide devant être apportée à l'agresseur (Israël) contre la victime (le Liban). Cette aide transparaît dans le contenu de la résolution 1701 qui rend le Hezbollah responsable de tout ce qui s'est passé entre le 12 juillet et le 13 août 2006 et qui, par l'ambiguïté de son contenu, a permis à Israël d'avoir recours au blocus et lui permet de mener des « actions défensives » (puisque le paragraphe 1 de la résolution parle de l'arrêt des actions « offensives ») que son gouverneur explique par des possibilités de « nouveaux raids contre le Liban » jusqu'à ce que le gouvernement libanais accepte, au dépens de sa souveraineté, le déploiement des forces internationales sur tout son territoire afin qu'elles contrôlent, non seulement les frontières avec la Syrie, mais aussi le reste du Liban, contrairement au mandat qui lui fut accordé.

Le système confessionnel est un instrument de tutelle étrangère

Le système politique confessionnel Libanais n'a pas réussi à construire un état depuis l'indépendance en 1943. Au lieu de profiter de la richesse et la diversité religieuse pour développer un modèle civilisé basé sur les valeurs humaines, la coalition entre le féodalisme et la bourgeoisie citadine a préféré, encouragée par la tutelle française, d'établir une structure basée sur une division de pouvoirs entre représentants des sectes différents. Ce système, dès lors, a démontré sa vulnérabilité et son incapacité ; une guerre chaque dix ans causée par la concorde entre les injustices internes et les intérêts d'autres pays. En effet, chaque confession est devenue une unité sociale et politique dans le système, choisissant de s'allier à un pays d'influence pour protéger ses intérêts et renforcer son rôle contre les autres confessions. C'est ainsi que le Liban, situé au croisement de confrontation régionale causée par l'occupation de la Palestine et le problème des réfugiés, a toujours été le locus de cette confrontation. La raison la plus fondamentale de tout ces problèmes est l'absence d'une politique d'état, causée elle-même par l'absence de l'état même ; chaque secte ayant sa politique étrangère émanant de son alliance avec tel ou tel état, de sorte que le Liban est devenu un type d'EMIRATS CONFESIONNELS UNIS.

Dans ce sens, l'objectif d'éliminer le Hizbollah n'est qu'un moyen d'accélérer une guerre civile au Liban, ce parti étant le plus populaire parmi les chiites même s'il ne manque pas de popularité parmi les autres sectes. Ce n'est pas facile de désassocier les intérêts des chiites de la force du Hizbollah et de son influence. Même les invitations à échanger ses armes pour un rôle politique semblent hors sujet. Ce parti est au centre de la politique libanaise avec ses députés et ministres, effectivement son influence et réputation dépassent le quota du secte chiite dans le système confessionnel libanais, d'où le problème. La solution par contre ne peut pas être au dépens des quotas d'autres sectes. Alors comment faire pour s'en sortir ?

La seule solution durable est d'effectuer un changement radical du système politique libanais, c'est établir un état au dessus des sous-états confessionnels, s'identifiant à des citoyens sans identité confessionnelle : un état moderne, démocratique, juste et civil. Seule cette démarche peut mettre le Liban sur la voie de développement, stabilité et prospérité. Toute autre tentative de reformuler les rapports de forces entre les émirs des sous-états iront dans l'air parce que avec chaque changement de rapport de forces régionales, un changement pareil au niveau libanais va s'imposer causant ainsi une tension qui peut facilement tourner à la violence.

Qui veut l'état au Liban et qui ne le veut pas ?

L'accord de Taef a constitutionalisé des réformes politiques et administratives à la suite d'une longue guerre civile. On dit que pendant l'époque de la tutelle syrienne, Damas a empêché

l'application du dit accord. En principe c'est vrai, mais c'est vrai aussi que les émirs des sectes eux mêmes ne le voulaient pas, ils se sont adaptés a la tutelle syrienne, comme le font aujourd'hui, et ont assuré leurs intérêts sur le compte du peuple libanais et ses intérêts objectifs.

C'était pour dire que la propagande qui suggère que le Hizbollah avec ses armes est un obstacle devant la naissance de l'état n'est qu'un grand mensonge. Nous les communistes, les laïques et les victimes de la politique de tutelle syrienne alliée avec Hizbollah et les émirs des sectes, nous déclarons haute voix que ce n'est pas le Hizbollah qui empêche l'établissement d'un état démocratique au Liban, mais ce sont eux les vedettes de toutes les épisodes, les oppresseurs de leurs sectes, les partageants de la fortune du Liban volée pendant leur gouvernance qui empêchent la naissance d'un état au Liban. Le discours de quelques uns parmi eux ne doit pas tricher ceux qui veulent savoir la réalité. Il suffit de connaître leurs positions de toutes les propositions qui poussent vers l'état.

La coalition de 14 mars, composée du courant Hariri, le parti portant le nom de socialiste mais devenu purement confessionnel et dirigé par Mr Walid Joumblatt, et Mr Samir Geagea leader des forces libanaises maronites. Cette coalition est catégoriquement contre une loi électorale proportionnelle sans quota pour les sectes, elle est aussi contre le fait de baisser l'âge de vote à 18 ans. L'accord de Taef qu'ils prétendent défendre a appelé aux élections législatives sans quota confessionnel en établissant un sénat pour les représentants des sectes, ils insistent pour obtenir une loi électorale majoritaire et confessionnelle au niveau des caserons non au niveau de tout le Liban comme circonscription électorale, clairement dans le but d'éterniser leurs sous- états.

Par contre le Hizbollah a soutenu notre proposition pour une loi proportionnelle et le droit des jeunes âgés de 18 ans et qui font leurs services militaires à voter.

Au fond chers dames et messieurs, c'est la déformation de la bourgeoisie libanaise qui empêchait la naissance d'un état, car une bourgeoisie nationale ayant intérêt à une économie nationale a besoin naturellement de l'état qui est un produit de la bourgeoisie européenne et qui sert à défendre ses intérêts mêmes. Le féodalisme politique allié avec et puis fondu dans la direction confessionnelle empêche le développement naturel d'une bourgeoisie nationale empêchant ainsi l'établissement de l'état.

Au Liban le courant laïque dont notre parti est une composante principale du groupe qui appelle fortement à construire un état. Les communistes libanais savent qu'il n'y a pas un parti politique qui représente la bourgeoisie nationale qui porte dans son programme cette tâche. Le parti communiste appelle lui même à construire le vrai système capitaliste dans notre pays pour pouvoir se développer sur une voie normale. Bien entendu, nous avons nos remarques sur le niveau d'évolution du système capitaliste à établir et nous nous attachons ainsi aux aspirations de notre peuple à vivre dans un état et sous un système naturel pour pouvoir changer et évoluer pacifiquement. Le problème est que jusqu'à maintenant, la politique européenne n'a pas pu s'associer aux forces démocratiques et laïques au Liban, les libéraux, les démocrates, à gauche et à droite...par contre elle s'est mêlée dans le piège du conflit confessionnel. Je vous suggère dans ce cadre de vérifier avec vos ambassades où vont les fonds d'aide et d'assistance au Liban depuis des dizaines d'années..C'est surprenant

Le besoin d'une alternative nationale et démocratique

Il est plus clair pour nous que les solutions pour les problèmes liés à l'établissement d'état, à la modernisation et au développement dans notre région y inclus notre pays, ne sont pas simples et nécessitent de nouvelles stratégies. Le débat sur le projet du grand moyen orient et avant lui la polémique sur le conflit des civilisations ont révélé des nouvelles réalités ;il y a des indications

dangereuses sur le futur possible de la région et du monde si les mêmes politiques restent adoptées.

Le changement, la démocratie, le respect des droits de l'homme, les réformes politiques, la bonne gouvernance, la transparence de l'état, les libertés et toutes autres valeurs et revendications sont bien sûres au centre des aspirations des peuples qui souffrent il y a un long temps. Mais si on essaye d'appliquer cette hypothèse au Liban, peut-on dire que la masse rassemblée pour célébrer la victoire de la résistance et saluer le leader du hizbollah, ne porte pas ses aspirations ? Au contraire, ils les portent mais ils portent aussi d'autres aspirations de différente ampleur et dimensions mais que les politiques internationales sous-estiment et ignorent. Il s'agit de la dignité nationale, des droits fondamentaux, de l'injustice internationale, de l'agression et de l'occupation.

Cette région ne peut avancer pacifiquement et progressivement sans une solution juste et durable pour la cause palestinienne et le retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés. C'est difficile d'expliquer aux jeunes pleins de colère et d'énergie, pourquoi on doit accepter l'idée que Israël a le droit de ne pas appliquer les résolutions des Nations Unies alors qu'ils sont forcés à accepter des décisions moins importantes.

La colère des masses arabes et leurs aspirations pour changer sont les résultantes de deux raisons principales :

1-la faillite du régime arabe au niveau national, notamment son incapacité à imposer une solution pour la cause palestinienne malgré les bons rapports de ses dirigeants avec les grands états de l'ouest.

2-la faillite de ce régime au niveau du développement politique, économique et social malgré la grande fortune que représente les sources naturelles du monde arabe.

Les politiques américaines prétendent adresser les problèmes liés à la deuxième raison en ignorant la plus importante par rapport à la culture arabe. Pour la majorité ce n'est qu'un prétexte pour éliminer la cause palestinienne surtout quand ils découvrent que les appels à la démocratie et au respect des droits de l'homme ne s'adressent pas qu'au pays soutenant la lutte des peuples palestiniens et libanais pour la libération de leurs territoires occupés. Des pays comme la Libye, le Maroc, la Tunisie, la Jordanie, l'Arabie saoudite et autres ne manquent pas, pour Washington, de démocratie. En plus le soutien occidental aux forces dites modérées dans la région ne les a pas aidés à proposer des solutions acceptables pour leurs peuples. Rappelons nous ce qui est passé avec le leader palestinien Yasser Arafat qui voulait accepter une solution raisonnable, on lui a proposé de trahir son peuple et accepter ce que personne ose faire. Tout ça pour satisfaire à Israël et défendre ses intérêts racistes et inhumains. Après tout le monde fut surpris par la victoire de Hamas alors que c'était un résultat logique de ces politiques injustes d'humiliation. Le courant islamiste dans la région vit sur les faux pas de la politique internationale, il réagit contre des injustices terribles qui ne cessent pas. Une branche terroriste, initiée et soutenue originalement par la C.I.A lors de la guerre d'Afghanistan, agit en donnant des excuses pour les américains, c'est une force réactionnaire dans la région, une autre branche militante porte la cause de la libération nationale et se comporte d'une manière idéale en gagnant les cœurs et les cerveaux des peuples. C'est une force révolutionnaire qui s'oppose à des politiques par une politique et qui s'oppose à l'agression et l'occupation par la résistance. Donc ces forces islamiques qui ont une dimension de libération nationale essayent de résoudre les problèmes émanant de l'agression et elles profitent du soutien des masses ainsi que d'autres forces politiques. Notre parti par exemple qui a initié la résistance militaire contre l'occupation israélienne continue à jouer ce rôle selon ses moyens et se situe ainsi à côté de hizbollah face à l'agression. En ce qui dépasse ce niveau, il y a bien sûr de divergences entre nous. Les forces islamiques ne peuvent pas être le futur pour notre peuple, ou porteur de renaissance politique, économique et sociale. Pour ceux qui dans le monde craignent une telle perspective, nous

disons que pour pouvoir influencer le futur soutenu par les peuples dans notre région ,il est indispensable d'influencer les causes du présent liees a la tache nationale de libération et confrontation avec l'agression.

Il faut gagner le défi national pour gagner le défi de la démocratie ,alors que si on laisse la première tache aux forces religieuses elles domineront sans doute le prochain futur et les conséquences ne seront pas limitées a la région.

Nous les communistes libanais sommes bien convaincus que notre contribution a la lutte nationale de libération des les années soixante jusqu'a la dernière agression ou on a perdu 8 camarades dans la guerre sera un grand atout dans notre lutte sans cesse pour un état et une vraie démocratie au Liban .nous croyons aussi que ca doit être un choix au niveau de tous les pays arabes pour avancer la gauche comme une alternative possible confrontant l'agression et luttant pour le changement démocratique .seule la gauche peut se confronter a ces deux taches alors que les pro-américains parlent du changement a l'américaine(pour faciliter les objectifs américaines) et les islamistes se confrontent de manières différentes a l'agression et l'occupation sans pouvoir proposer un futur moderne capable de convaincre les peuples et surtout les jeunes.

Une vraie démocratie va certainement apporte au pouvoir les forces qui luttent contre l'occupation et l'agression(voir l'exemple de Hamas et du hizbollah).on peut aussi supposer que ceux qui mènent cette lutte auront un grand influence sur la composition du pouvoir a venir.

Il ne faut pas laisser les peuples de notre région entre 2 options l'un propose par bush et l'autre par ben laden .Avec cette guerre indéfinie et illimitée contre le dit terrorisme, l'administration américaine ne fait qu'en courager les jeunes,qui ont découvert le vrai but de cette guerre, a joindre les courants islamiques .un tel développement ne tardera pas de transformer l'europe,la plus proche géographiquement une place de bataille.les etats unis sont derriere l'atlantique alors que l'histoire et la geographie rendent l'europe plus vulnérable.

Sans doute une nouvelle politique plus éloignée de la stratégie américaine est indispensable pour un rôle européen plus acceptable .mais c'est la responsabilite des forces de gauche et démocratie dans notre region et en Europe de travailler ensemble pour élaborer une meilleure alternative pour gagner le defi.nous appelons a une lecture commune et action commune entre la gauche européenne et celle de notre région ,basée sur une révision courageuse et critique,afin de proposer et essayer d'imposer éventuellement les solutions des problèmes liees a la lutte nationale de nos peuples ainsi qu'a leur lutte pour la démocratie .nous proposons aussi de partager ces conclusions avec nos peuples pour qu'ils soient engages dans la lutte pour cette alternative. Un appel d'ampleur historique pourrait lancer cette lutte au niveau de l'opinion public.

La situation au Liban donne un exemple sur une politique européenne différente et possible.

Comme on a pu profiter du poids européen pour modifier le projet de la résolution 1701,même si d'autre raisons ont aussi aide a cette modification simple ,l'Europe peut investir son poids et rapports internationaux pour pousser vers l'établissement d'un état au dessus des sectes,au lieu de mener une politique envers les sectes .soutenir quelques sectes n'est qu'une perte des autres .pourquoi nourrir les éléments du conflit confessionnel ? Pourquoi insister sur l'expérience du Liban comme un groupement de sectes ? Pourquoi ne pas aider a la renaissance du Liban, contrairement au modèle américain de l'Iraq, comme un model d'état moderne enrichi par le pluralisme confessionnel ? le souhait de la majorité des libanais pour ne pas dire sa totalité ,est de vivre comme

citoyens égaux dans un état démocratique qui respecte les individus et les groupes. Les Libanais qui ont une très grande expérience de vivre et s'intégrer avec tous les peuples du monde en Europe, en Afrique, en Asie, en Australie et en Amérique attendent impatiemment que leur souhait soit réalisé. Pour les aider il faut les écouter plus et croire moins les allégations de leurs émirats confessionnels. La destruction des sous-états confessionnels est indispensable pour la naissance de l'état.